Les Tanzaniens aux urnes mercredi dans une démocratie secouée par le "Bulldozer"

@rib News, 26/10/2020 - Source AFP Les Tanzaniens se rendent aux urnes mercredi pour une élection en forme d'«preuve de vérité» pour le président John Magufuli (photo), surnommé le «Bulldozer» et dont le premier mandat est marqué par la répression de l'opposition et des restrictions aux libertés.

Les électeurs de la Tanzanie continentale et de l'archipel semi-autonome de Zanzibar éliront leur président et leurs députés après une intense campagne électorale, marquée par des rassemblements massifs dans le camp présidentiel comme dans celui de l'opposition. Parmi les 15 candidats en lice, le principal challenger de M. Magufuli, 60 ans, sera le leader du parti d'opposition Chadema, Tundu Lissu, 52 ans, rentré au pays en juillet après trois années d'exil. Ce dernier soignait 16 blessures par balles, reçues en 2017 lors de ce qu'il a dénoncé comme une tentative d'assassinat politiquement motivée. Le retour de M. Lissu a revigoré une opposition plombée par les arrestations multiples, les attaques, et par l'interdiction des meetings en dehors des périodes électorales. Autant d'«événements qui ont contribué à éroder la démocratie, selon des organisations de défense des droits humains. Dans un communiqué à New York, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté «à tous les dirigeants politiques et leurs partisans à participer pacifiquement et de s'abstenir d'un recours à la violence». En octobre, Zitto Kabwe, leader du populaire parti ACT-Wazalendo, a apporté son soutien à M. Lissu pour la présidence de la Tanzanie continentale, estimant que ce dernier avait «les meilleures chances de battre M. Magufuli». En retour, le Chadema s'est rangé pour la présidentielle de l'archipel de Zanzibar derrière Seif Sharif Hamad, un «candidat» de l'opposition locale sous la bannière de Wazalendo. Bien que les tensions électorales soient courantes à Zanzibar, la campagne s'est avérée largement silencieuse cette année sur l'archipel, où 566.000 électeurs seront appelés aux urnes et où les derniers grands rassemblements politiques se sont tenus dimanche. «D'arrive autocratique ?» Sur le continent, c'est un peu plus de 29 millions d'électeurs qui rejoindront les bureaux de vote entre 07H00 et 16H00 (04H00 et 13H00 GMT). Les sondages ayant été interdits, il est difficile de savoir qui se désigne en favori du scrutin. Mais certains s'inquiètent d'«incidents qui pourraient entacher le vote. «A mon grand désarroi, j'ai vu et entendu des rapports selon lesquels des représentants du gouvernement et des forces de sécurité perturbent et freinent la capacité des candidats à faire campagne librement», a critiqué la semaine dernière dans un communiqué l'ambassadeur américain Donald Wright. Ce dernier a également évoqué «la fréquence et la sévérité de ces perturbations» s'«étaient accrues à l'approche du scrutin. Longtemps «vue comme un havre de stabilité dans une région est-africaine troublée, mais depuis l'élection de Magufuli en 2015, l'inquiétude a grandi quant à son glissement vers l'autocratie. Le président a dans un premier temps pris des mesures populaires, s'invitant dans les bureaux des fonctionnaires pour vérifier leur travail ou bien réduisant drastiquement les voyages officiels. Par la suite, il a interdit les rassemblements politiques tandis que sa tolérance envers ses opposants s'est effondrée. Des lois contre les médias ont été adoptées, des journalistes, activistes et membres de l'opposition ont été arrêtés. Certains de ces derniers ont été tués. Magufuli vante lui-même l'«extension gratuite, de l'électrification rurale et des projets d'infrastructure, ou encore la résurrection de la compagnie aérienne nationale. «Libérez-vous du Covid» «Je vous surprendrai avec encore plus de projets de développement si je n'ai fait ces cinq dernières années, c'est juste des cacahuètes», a-t-il promis lors d'un meeting, devant un public immense. La campagne électorale s'est tenue sans aucune considération pour le coronavirus, M. Magufuli ayant déclaré son pays «libéré du Covid» en juillet, grâce aux prières. Sous Magufuli, la Tanzanie s'est également dotée de permis permettant d'accroître ses revenus tirés de l'exploitation minière, et a réclamé aux compagnies de ce secteur des milliards de dollars d'impôts rétroactifs. L'économie a continué de croître, avant le Covid-19, au taux impressionnant de 6%, mais les créations d'emplois ont été «peu nombreuses» et la collecte agressive des taxes a affecté le secteur privé et refroidi les investisseurs, souligne Thabit Jacob, un analyste politique tanzanien installé au Danemark. Le FMI prévoit une chute de la croissance à 1,9% en cette année. Comme d'autres analystes et membres de l'opposition, Jacob s'inquiète de savoir si les élections pourront se tenir librement dans un contexte où le président «Bulldozer» lui-même nomme les membres de la commission électorale. «Ne vous attendez pas à ce que la commission électorale annonce une victoire de l'opposition, cela n'arrivera jamais», conclut-il.